

COMMUNE de Pomy

**RÈGLEMENT COMMUNAL SUR LA TAXE DE
SÉJOUR ET SUR LA TAXE SUR LES
RÉSIDENCES SECONDAIRES**

2018

Chapitre I - DISPOSITIONS GENERALES	3
Section 1 : CHAMP D'APPLICATION.....	3
Article premier Champ d'application territorial.....	3
Article 2 Champ d'application personnel	3
Section 2 : AUTORITES COMPETENTES	3
Article 3 Principe	3
Article 4 Délégation	3
Chapitre II - DISPOSTIONS SPECIALES	3
Section 1 : DE LA TAXE DE SEJOUR.....	3
Article 5 Cercle des contribuables	3
Article 6 Exonération	4
Article 7 Taux de perception	4
Section 2 : TAXE SUR LES RESIDENCES SECONDAIRES	5
Article 8 Cercle des contribuables	5
Article 9 Taux de perception	5
Section 3 : MODALITES DE PERCEPTION DE LA TAXE DE SEJOUR ET DE LA TAXE	
SUR LES RESIDENCES SECONDAIRES.....	6
Article 10 Perception	6
Article 11 Bordereaux.....	6
Article 12 Frais de perception et d'administration	6
Article 13 Affectation	6
Chapitre III - DISPOSITIONS FINALES	7
Article 14 Protection juridique	7
Article 15 Soustraction et contravention	7
Article 16 Disposition abrogatoire	7
Article 17 Entrée en vigueur	7

Chapitre I - DISPOSITIONS GENERALES

Section 1 : CHAMP D'APPLICATION

Article premier Champ d'application territorial

Le présent règlement et ses dispositions d'application définissent les conditions et les principes d'assujettissement ainsi que les modalités de perception de la taxe de séjour sur le territoire communal.

Article 2 Champ d'application personnel

Sous réserve des exceptions prévues par l'article 6 ci-dessous, le présent règlement s'applique à toutes les personnes qui réalisent l'une des conditions d'assujettissement prévues par l'article 5 ci-dessous.

Section 2 : AUTORITES COMPETENTES

Article 3 Principe

¹ La municipalité est l'autorité compétente pour exécuter le présent règlement.

² Elle arrête :

- a les dispositions d'application qui lui sont déléguées par le présent règlement ;
- b les montants et les clés de calcul des taxes prévues par le présent règlement.

Article 4 Délégation

¹ La municipalité peut déléguer tout ou partie de ses compétences à une direction ou à un service (autorité délégataire).

² Font exception, les compétences réglementaires prévues à l'article 3 al. 2 ci-dessus.

Chapitre II - DISPOSTIONS SPECIALES

Section 1 : DE LA TAXE DE SEJOUR

Article 5 Cercle des contribuables

Sont astreintes au paiement de la taxe, que le séjour soit payant ou non, les personnes de passage ou en séjour :

- a. hôtels, motels, pensions, auberges, auberges de jeunesse, gîtes ruraux, fermes ;
- b. établissements médicaux ;
- c. appartements à service hôtelier (apparthôtel) ;
- d. places de campings (tentes, caravanes, mobilhomes) et de caravanings résidentiels ;
- e. instituts, pensionnats, homes d'enfants ;
- f. villas, chalets, appartements, chambres ; ou
- g. dans tous autres établissements similaires.

Article 6 Exonération

Sont exonérés de la taxe de séjour :

- a. les personnes qui, du point de vue des impôts directs cantonaux sont domiciliées ou en séjour à l'endroit de la perception de la taxe, au sens des articles 3, alinéas 1 à 3, et 18, alinéa 1, de la loi sur les impôts directs cantonaux du 4 juillet 2000 (domicile fiscal principal) ;
- b. les personnes réalisant les conditions prévues par l'article 14 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (séjour de plus 90 jours par an sur le territoire d'une commune dans laquelle le contribuable n'est pas domicilié) ;
- c. les personnes soumises à l'impôt à la source ;
- d. les personnes en traitement dans les établissements médicaux sociaux et les établissements médicaux par suite d'un accident ou par suite de maladie ;
- e. les mineurs dans les auberges de jeunesse et dans les colonies de vacances d'institutions publiques ou privées à caractère social ;
- f. les officiers, sous-officiers, soldats, les personnes incorporées dans l'armée, la protection civile, les pompiers, lorsqu'ils sont en service commandé ;
- g. les élèves des écoles voyageant sous la conduite d'un de leurs maîtres ;
- h. les étudiants et apprentis qui séjournent de manière durable dans le cadre de leur étude ou leur apprentissage et qui n'ont pas encore 25 ans révolus ;
- i. les aides de ménage au pair ;
- j. les enfants de moins de 16 ans accompagnés d'un adulte ;
- k. les personnes indigentes ;
- l. les cas dont les circonstances justifient une exonération de la taxe.

Article 7 Taux de perception

Le montant de la taxe de séjour est perçu soit forfaitairement soit par personne et par nuitée dès et y compris le jour d'arrivée dans la commune et jusqu'à celui du départ. Il est en fonction des catégories d'hébergement suivantes :

- a. hôtels, motels, pensions, auberges, établissements médicaux, appartements à service hôtelier (apparthôtel) et tous autres établissements similaires : Fr. 3.- par nuitée et par personne ;
- b. instituts, pensionnats, homes d'enfants et tous autres établissements similaires : Fr. 1.90 par nuitée et par personne, mais au maximum Fr. 150.- ;
- c. campings (tentes, caravanes, mobilhomes) : Fr. 1.50 par nuitée et par personne pour une durée de 60 jours ou moins par année. En cas de séjour de plus de 60 jours la lettre d ci-dessous est applicable ;
- d. séjour dans les campings et caravanings résidentiels : Fr. 150.- forfaitairement par personne et par saison ;
- e. hôtes dans les chambres d'hôtes, Bed and breakfast, gîtes ruraux, auberge de jeunesse, à la ferme, dans des dortoirs, sur la paille et tous autres établissements similaires : Fr. 2.- par personne et par nuitée ;
- f. chambres meublées Fr. 20.- par mois et par personne ou Fr. 5.- par semaine ou fraction de semaine, pour une chambre meublée ou non, s'il s'agit d'un séjour payant de plus de trente jours ;
- g. locataires dans les chalets, villas, maisons, studios, ou appartements selon la durée de location :
 1. pour une durée de location de 60 jours ou moins : 10% du montant correspondant au loyer mensuel brut, mais au minimum Fr. 60.- pour un mois ou Fr. 20.- par semaine ou fraction de semaine ;
 2. pour une durée de location de 61 jours ou plus : 15% du montant correspondant au loyer mensuel brut, mais au minimum Fr. 180.-.

Section 2 : TAXE SUR LES RESIDENCES SECONDAIRES

Article 8 Cercle des contribuables

¹ La taxe sur les résidences secondaires est perçue auprès des propriétaires de résidences secondaires.

² Sont considérées comme résidences secondaires les chalets, villas, maisons, studios, chambres meublées ou appartements qui ne constituent pas un domicile au sens du Code civil suisse du 30 décembre 1907.

Article 9 Taux de perception

¹ Le montant de la taxe sur les résidences secondaires se monte à 2% de la valeur locative, mais au minimum Fr. 150.-.

² Pour des périodes de location à des tiers, la taxe prévue à l'article 7 (taux de perception de la taxe de séjour) ci-dessus est applicable.

³ Lorsque le propriétaire assujéti met en location sa résidence secondaire, un rabais de 5 % sur sa propre taxe sur les résidences secondaires est accordé pour chaque semaine entière où la résidence secondaire est louée. Ce rabais est plafonné à 25 %. Le propriétaire assujéti est tenu d'apporter la preuve du paiement de la taxe de séjour de ses locations.

Section 3 : MODALITES DE PERCEPTION DE LA TAXE DE SEJOUR ET DE LA TAXE SUR LES RESIDENCES SECONDAIRES

Article 10 Perception

¹ Les propriétaires, administrateurs, directeurs, gérants des établissements, des campings et les personnes qui exploitent la chose louée ou mise à disposition des contribuables perçoivent la taxe due par leurs hôtes, au nom et pour le compte de la Commune de Pomy. Ils répondent du paiement de la taxe et ne peuvent utiliser à d'autres fins les taxes encaissées.

² Les personnes chargées de percevoir la taxe de séjour visée à l'alinéa 1^{er} ci-dessus sont tenues d'indiquer, sur le formulaire qui leur est remis par la municipalité ou par l'autorité délégataire, le total mensuel des nuitées, celui des nuitées exonérées, ainsi que le montant des taxes dues pour la location de villas, chalets, appartements, studios et chambres, meublés ou non.

³ Ce formulaire, ainsi que le produit des taxes dues doivent parvenir jusqu'au 15 du mois suivant à la municipalité.

Article 11 Bordereaux

¹ Les bordereaux de la taxe de séjour et sur les résidences secondaires ont force exécutoire au sens de l'article 80 de la loi du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite dès que les voies de recours ont été épuisées ou lorsqu'elles n'ont pas été utilisées dans les délais légaux.

² Toute demande d'exonération doit être motivée, le cas échéant, au moyen d'une formule mise à disposition par la commune.

Article 12 Frais de perception et d'administration

Les frais de perception et d'administration, qui s'élèvent au maximum à 10 % du montant de la taxe de séjour et de la taxe sur les résidences secondaires sont compris dans le montant versé par la municipalité ou l'autorité délégataire selon l'article 13 du présent règlement.

Article 13 Affectation

Après déduction des frais de perception et d'administration, le produit net de la taxe de séjour est affecté intégralement au financement de manifestations touristiques, de

prestations ou d'installations et à des dépenses profitant de manière prépondérante aux hôtes. Il ne peut en aucun cas servir à couvrir des frais de publicité ou des dépenses communales.

Chapitre III - DISPOSITIONS FINALES

Article 14 Protection juridique

¹ Les décisions relatives à la taxe de séjour et à la taxe sur les résidences secondaires peuvent faire l'objet d'un recours à la commission communale de recours en matière d'impôts. Le recours s'exerce par écrit dans les 30 jours dès la communication de la décision attaquée. Il est adressé à l'autorité de recours. L'acte de recours doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours. La décision attaquée est jointe au recours. Le recours est accompagné, le cas échéant, de la procuration du mandataire.

² La décision de la commission communale de recours en matière d'impôt peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal, Cour de droit administratif et public. Le recours s'exerce par écrit dans les 30 jours dès la communication de la décision attaquée. Il est adressé à l'autorité de recours. L'acte de recours doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours. La décision attaquée est jointe au recours. Le recours est accompagné, le cas échéant, de la procuration du mandataire.

Article 15 Soustraction et contravention

¹ L'autorité municipale au sens de la loi du 19 mai 2009 sur les contraventions réprime les soustractions de la taxe conformément à l'arrêté communal d'imposition, sous réserve d'un recours à la commission communale de recours en matière d'impôt.

² Sous réserve des dispositions spéciales prévues par le présent règlement, la contravention aux interdictions ou aux obligations d'agir, de faire ou de tolérer prévue par le présent règlement est passible d'une amende aux conditions et dans les limites prévues par la législation cantonale en matière de poursuite et de répression des contraventions.

³ Les contraventions au présent règlement sont poursuivies conformément à la loi du 19 mai 2009 sur les contraventions.

⁴ Le produit des amendes est versé à la commune et lui est définitivement acquis.

Article 16 Disposition abrogatoire

Le présent règlement abroge le règlement intercommunal du 8 décembre 2003 sur la taxe de séjour, modifié le 12 décembre 2007 ainsi que toute disposition contraire édictée par le conseil général ou la municipalité.

Article 17 Entrée en vigueur

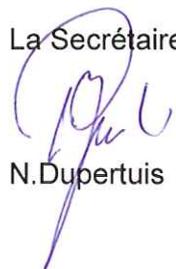
¹ La municipalité est chargée de l'exécution du règlement.

² Elle fixe la date de son entrée en vigueur après adoption par le Conseil général et approbation par le chef du département concerné. L'article 94 al. 2 de la loi du 28 février 1956 sur les communes est réservé.

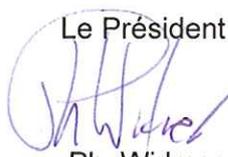
Adopté par la Municipalité dans sa séance du 13 novembre 2017

Le Syndic :  Y. Pellaux

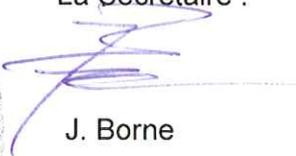
 MUNICIPALITÉ DE POMY

La Secrétaire :  N. Dupertuis

Adopté par le Conseil général dans sa séance du 11 décembre 2017

Le Président :  Ph. Widmer

 CONSEIL GÉNÉRAL DE POMY

La Secrétaire :  J. Borne

Approuvé par la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité en date du 02 MARS 2018



 LA CHEFFE DU DÉPARTEMENT DES INSTITUTIONS ET DE LA SÉCURITÉ (DIS)